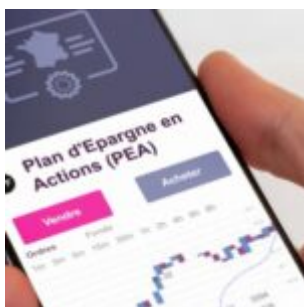


Décès du conjoint : le transfert de titres entre PEA n'est pas possible !



© 2026 Les Echos Publishing

Le Plan d'épargne en actions (PEA) est un produit plébiscité pour investir sur les marchés financiers (on en dénombrait près de 7,2 millions à fin 2024). Mais c'est aussi un produit pour lequel il existe un contentieux important. Selon le rapport annuel d'activité du médiateur de l'Autorité des marchés financiers (AMF), en 2024, le PEA et l'épargne salariale ont été les premiers motifs de saisine du médiateur, même si leur nombre est en baisse. Les délais de transfert d'un PEA en cas de changement d'établissement représentent les deux tiers des litiges et la détention de titres non cotés constitue également un facteur de complexité. Et récemment, le médiateur de l'Autorité des marchés financiers a été amené à se pencher sur un autre type de litige lié au PEA.

Pas de transfert possible des titres du PEA du défunt...

Dans cette affaire, à la suite d'un décès, l'établissement financier dans lequel le défunt détenait un PEA avait indiqué au conjoint survivant qu'il lui était possible de transférer vers son propre PEA les titres détenus par son époux décédé. Trois mois après cet échange, le service succession de l'établissement avait informé le conjoint que cette opération

n'était finalement pas réalisable. Mécontente, l'épouse avait sollicité l'intervention du médiateur de l'AMF.

... vers le PEA du conjoint survivant

Le médiateur avait alors interrogé la banque. Cette dernière a indiqué qu'en raison de la réglementation applicable au PEA, les titres ne pouvaient être transférés que sur un compte-titres ordinaire ouvert au nom de l'épouse.

La seule manière permettant à l'épouse d'inscrire ces titres sur son propre PEA aurait consisté à procéder à leur cession, à verser le produit de la vente sur le compte-espèces de son plan, dans la limite du plafond des versements autorisés, puis à souscrire à nouveau les mêmes titres.

En résumé : le décès du titulaire d'un PEA entraîne sa clôture automatique et déclenche le calcul des éventuels prélèvements sociaux dus, lesquels sont directement déduits par le teneur de comptes. Les titres sont alors conservés dans un compte succession dans l'attente des instructions des héritiers. Ces derniers pouvant demander à l'établissement financier, par exemple, leur conservation sur un compte-titres ordinaire ou leur cession et bénéficier ainsi du produit de la vente.

www.amf-france.org

© 2026 Les Echos Publishing